avoirs du FMI en devises des États membres se chiffraient en décembre 1970, par quelque 24.5 milliards de dollars et les avoirs en or par près de cinq milliards. Les avoirs en devises nationales comprenaient l'équivalent de 633.7 millions de dollars en devises canadiennes, soit 58 pour cent de la quote-part canadienne de 1,100 millions de dollars. La quote-part du Canada ayant été portée à 1,100 millions de dollars, elle continuera d'être la sixième en importance de toutes celles des membres du Fonds.

En plus de leurs cotisations aux programmes ordinaires des organismes spécialisés de l'ONU, les États membres sont souvent appelés à consentir des contributions extraordinaires à des programmes d'aide spéciaux destinés à résoudre des problèmes particulièrement urgents et à remédier à de graves pénuries dans différentes régions du monde. Parmi ces programmes spéciaux, on peut mentionner la lutte contre la faim menée par la FAO, la campagne contre le paludisme de l'OMS (intégrée aujourd'hui au budget régulier de cette institution) et le Programme alimentaire mondial (PAM) organisé en 1963 en tant que programme conjoint de l'ONU et de la FAO. Le Canada a contribué généreusement à tous ces programmes. Depuis la création du Programme alimentaire mondial, dont le Canada a été coparrain, notre pays a pris rang parmi les principaux participants aux programmes multilatéraux d'aide alimentaire. En 1970, le Canada a versé quatre millions de dollars en espèces et 13.5 millions de dollars en aide alimentaire, ce qui place le pays immédiatement après les États-Unis. Le PAM entreprend des projets dans les pays en voie de développement et organise des secours alimentaires d'urgence dans les régions frappées par des désastres naturels.

Les montants officiels des versements et cotisations du Canada à l'ONU et aux institutions spécialisées ne comprennent pas les dons généreux des particuliers ou des organismes privés canadiens. Il faut mentionner en outre les secours d'urgence envoyés par le Gouvernement canadien (produits alimentaires, vêtements, fournitures médicales) ainsi que le montant de près de deux milliards de dollars qu'il a versé en aide bilatérale à l'étranger.

FONDS DE SECOURS

Le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR)

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, il y avait en Europe près de 2.2 millions de réfugiés. Immédiatement après la guerre, le Canada et d'autres pays fondèrent ensemble le Comité intergouvernemental des réfugiés afin de venir en aide aux réfugiés, de les établir dans le pays où ils s'étaient réfugiés ou de les faire rentrer librement dans leurs pays d'origine. En 1946, un organisme des Nations Unies, l'Organisation internationale pour les réfugiés, prit la relève du Comité intergouvernemental. Le Canada en devint membre en 1947. De 1946 à 1951, il a versé environ 18.8 millions de dollars à cet organisme et il a accepté de pourvoir au rétablissement de 123,479 réfugiés et personnes déplacées.

En 1949, l'Assemblée générale décida de nommer, pour trois ans, un haut-commissaire pour les réfugiés chargé de poursuivre l'oeuvre de l'OIR une fois qu'elle aurait cessé d'exister. Depuis, l'Assemblée a prolongé à plusieurs